

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- L'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} avril 2022 concernant l'isolement, la quarantaine et les tests en présence de COVID-19 doit être abrogé en raison de l'abrogation de l'article 47/1 du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive par l'article 4 du décret du 28 avril 2023 modifiant le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, en ce qui concerne l'abrogation des dispositions relatives à l'isolement temporaire dans le cadre du COVID-19.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille.
Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} avril 2022 concernant l'isolement, la quarantaine et les tests en présence de COVID-19, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 juin 2022, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 26 avril 2023.

Art. 3. Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juin 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2023/203240]

30 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 17, 18, 22 et 34 de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 23, § 1^{er}, 2^o, remplacé par la loi du 9 juillet 1976, et § 3, inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

Vu le rapport du 22 décembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 72.985/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 17 de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. § 1^{er}. Les écoles de conduite disposent, pour chaque catégorie d'enseignement mentionnée dans l'autorisation d'exploiter une unité d'établissement, d'un véhicule de cours au moins de chaque catégorie de véhicule.

§ 2. Les écoles de conduite peuvent disposer de véhicules de catégorie B adaptés qui comportent sur leur certificat de conformité au moins un des codes harmonisés visés à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Elles utilisent les véhicules visés à l'alinéa 1^{er} pour l'apprentissage de la conduite aux candidats visés à l'article 45, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'il n'y a pas de demande d'apprentissage d'un tel candidat et que l'adaptation du véhicule le permet, les écoles de conduite peuvent utiliser ces véhicules pour l'apprentissage de tous les autres candidats.

§ 3. Tous les véhicules affectés sont mis à la disposition des instructeurs dans l'exercice de leur fonction.

Tous les véhicules répondent aux conditions fixées par l'article 18 et par l'article 38 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

L'école de conduite tient un registre où sont reprises les données relatives aux véhicules de cours. Elle garde une copie du certificat d'immatriculation et du certificat de contrôle technique en cours de validité des véhicules utilisés.

§ 4. Les écoles de conduite agréées pour la catégorie d'enseignement A disposent d'un véhicule de catégorie AM, de motocyclettes A1, A2 et A répondant aux conditions de l'article 38, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Elles disposent d'un dispositif radio agréé par l'Institut belge des services postaux et télécommunications, destiné à l'enseignement de la conduite sur la voie publique. ».

Art. 2. L'article 18, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le véhicule visé à l'article 17, § 2, doit avoir moins de sept ans d'âge. ».

Art. 3. Dans l'article 22, § 2, alinéa 3, du même arrêté, les mots « appartenant à l'école de conduite conformément à l'article 17, § 2 ou » sont insérés entre les mots « leur handicap, » et les mots « fourni par elles-mêmes ».

Art. 4. Dans l'article 34, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 2012, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 5. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/203240]

30. MÄRZ 2023 — Erlass der wallonischen Regierung zur Änderung der Artikel 17, 18, 22 und 34 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, koordiniert am 16. März 1968, Artikel 23, § 1, 2^o, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976, und § 3, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen;

Aufgrund des Berichts vom 22. Dezember 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 72.985/4 des Staatsrats vom 27. Februar 2023 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2^o der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

Auf Vorschlag der Ministerin für Straßenverkehrssicherheit;

Nach Beratung,

wird erlassen:

Artikel 1 - Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen, zuletzt geändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, wird wie folgt ersetzt:

« Art. 17. § 1. Die Fahrschulen verfügen für jede in der Bewilligung zum Betrieb einer Betriebseinheit genannte Unterrichtskategorie über mindestens ein Lehrfahrzeug jeder Fahrzeugkategorie.

§ 2 Fahrschulen können über angepasste Fahrzeuge der Klasse B verfügen, die auf ihrer Konformitätsbescheinigung mindestens einen der in Anhang 7 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannten harmonisierten Codes aufweisen.

Sie nutzen die in Absatz 1 genannten Fahrzeuge, um den in Artikel 45 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannten Bewerbern das Fahren zu vermitteln.

Abweichend von Absatz 2 können Fahrschulen, wenn kein Antrag auf Ausbildung eines solchen Bewerbers vorliegt und die Anpassung des Fahrzeugs dies zulässt, diese Fahrzeuge für die Ausbildung aller anderen Bewerber verwenden.

§ 3 Alle zugewiesenen Fahrzeuge werden den Ausbildern bei der Ausübung ihrer Tätigkeit zur Verfügung gestellt.

Alle Fahrzeuge erfüllen die Bedingungen, die in Artikel 18 und Artikel 38 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein festgelegt sind.

Die Fahrschule führt ein Register, in das die Angaben zu den Lehrfahrzeugen aufgenommen werden. Sie behält eine Kopie der Zulassungsbescheinigung und der gültigen Bescheinigung über die technische Kontrolle der eingesetzten Fahrzeuge.

§ 4 Fahrschulen, die für die Unterrichtskategorie A zugelassen sind, verfügen über ein Fahrzeug der Kategorie AM, Motorräder A1, A2 und A, die den Bedingungen von Artikel 38, § 2, des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein entsprechen.

Sie verfügen über ein vom Belgischen Institut für Postdienste und Telekommunikation zugelassenes Funkgerät, das für den Fahrunterricht auf öffentlichen Straßen bestimmt ist."

Art. 2 - Artikel 18 § 2 desselben Erlasses, geändert durch den Königlichen Erlass vom 20. September 2012, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 1, 1° darf das in Artikel 17, § 2 genannte Fahrzeug nicht älter als sieben Jahre sein."

Art. 3 - In Artikel 22, § 2, Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "der Fahrschule gemäß Artikel 17, § 2 gehörend oder" zwischen den Wörtern "ihrer Behinderung" und den Wörtern "von ihnen selbst bereitgestellt" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 34 § 2 desselben Erlasses, der durch den Königlichen Erlass vom 20. September 2012 geändert wurde, wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 5 - Der für Straßenverkehrssicherheit zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 30. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203240]

30 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 17, 18, 22 en 34 van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 23 § 1, 2°, vervangen door de wet van 9 juli 1976 en § 3, ingevoerd door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het rapport van 22 december 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 72.985/4 van de Raad van State, gegeven op 27 februari 2023, in toepassing van artikel 84 § 1, 1^{ste} alinea, 2° van de wet op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het artikel 17 van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, laatst gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 15 november 2013, wordt als volgt vervangen:

"Art. 17, § 1. De rij scholen beschikken voor elke op de exploitatievergunning van een vestigingseenheid vermelde onderrichtcategorie over minstens één lesvoertuig van elke voertuigcategorie.

§ 2. De rij scholen kunnen beschikken over aangepaste voertuigen van de categorie B waarvoor het conformiteitscertificaat minstens één van de in bijlage 7 van het Koninklijk Besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs bedoelde geharmoniseerde codes bevat.

Zij gebruiken de voertuigen bedoeld in alinea 1 voor het rijonderricht aan kandidaten bedoeld in artikel 45, alinea 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

In afwijking van alinea 2 mogen de rij scholen deze voertuigen gebruiken voor het onderricht aan alle andere kandidaten indien er geen aanvraag is van een dergelijke kandidaat en dat de aanpassing van het voertuig dit toelaat.

§ 3. Alle hiervoor bestemde voertuigen worden ter beschikking van de instructeurs gesteld bij de uitoefening van hun functie.

Alle voertuigen voldoen aan de voorwaarden van artikel 18 en artikel 38 van het Koninklijk Besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

De rijsschool houdt een register bij met de gegevens van de lesvoertuigen. Zij houdt afschriften van de inschrijvingsbewijzen en van de geldige keuringsbewijzen van de gebruikte voertuigen bij.

§ 4. De rijsscholen kunnen beschikken over aangepaste voertuigen van de categorie B waarvoor het conformiteitscertificaat minstens één van de in artikel 38, § 2 van het Koninklijk Besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs bedoelde geharmoniseerde codes bevat.

Zij beschikken over een door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie goedgekeurde radioverbinding, die dient voor het rijonderricht op de openbare weg.”.

Art. 2. Het artikel 18, § 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 september 2012 wordt vervolledigd door volgende alinea:

“Bij uitzondering op alinea 1, 1^o, moet het voertuig bedoeld in artikel 17, § 2 minder dan 7 jaar oud zijn.”.

Art. 3. In artikel 22, § 2, alinea 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “dat eigendom is van de rijsschool conform artikel 17, § 2 of” ingevoegd tussen de woorden “hun handicap aangepast voertuig” en de woorden “dat zijzelf of het in artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs bedoelde centrum leveren”.

Art. 4. In artikel 34 § 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 september 2012 wordt alinea 3 ingetrokken.

Art. 5. De Minister bevoegd voor verkeersveiligheid wordt belast met de uitvoering van huidig besluit.
Namen, 30 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/31417]

1^{er} JUNI 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, l'article 17, § 4, remplacé par l'ordonnance du 16 mai 2019, et l'article 38/1, §§ 1^{er}, 3 et 4, remplacé par l'ordonnance du 24 décembre 2021;

Vu l'ordonnance du 11 juin 2020 modifiant l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, article 2, 2^o;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, article 3, § 3 tel que modifié par l'ordonnance du 3 mai 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 portant exécution de l'article 38, § 7, alinéa 3, de l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné 23/01/2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30/01/2023 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/31417]

1 JUNI 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, artikel 17, § 4, vervangen bij de ordonnantie van 16 mei 2019, en artikel 38/1, §§ 1, 3 en 4, vervangen bij de ordonnantie van 24 december 2021;

Gelet op de ordonnantie van 11 juni 2020 tot wijziging van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, artikel 2, 2^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van Leefmilieu Brussel, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen, artikel 3, § 3, gewijzigd bij de ordonnantie van 3 mei 2018;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2006 houdende uitvoering van artikel 38, § 7, derde lid, van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23/01/2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 30/01/2023;